Ce signe, placé au centre de l'aire d'atterrissage ne devra, en aucun cas, avoir moins de 10 mètres de diamètre.

Sur les aérodromes dont l'une des bandes d'envol est inférieure à 600 mètres, la moitié sud du cercle ne sera pas réalisée. Sur ceux dont l'une des bandes est supérieure à 600 mètres mais inférieure à 1.200 mètres, le quart sud-ouest du cercle ne sera pas réalisé.

L'aérodrome agréé à usage privé n'est pas tenu d'être balisé. Toutefois, quand on emploiera des balises ou des bandes de délimitation, elles seront conformes à la norme imposée pour celles des aérodromes d'Etat ou de la colonie ouverte à la circulation aérienne publique.

ART. 3. — L'aérodrome privé autorisé n'est pas tenu d'être signalé ni balisé.

Toutefois, lorsque le titulaire de l'autorisation désignera signaler son aérodrome, il devra adopter exclusivement une croix blanche à bras égaux (croix de Genève), disposée temporairement ou à demeure au centre de l'aire d'atterrissage.

S'il place des balises elles seront de forme circulaire (disque horizontal et disque vertical portés sur un piquet) et peintes en blanc et noir. Entre ses balises pourront être disposées des lignes de points.

ART. 4. — Pendant les périodes où un aérodrome ouvert à la circulation aérienne publique est, pour une raison quelconque, impraticable, les signaux prévus à l'annexe D de la convention internationale de navigation aérienne du 13 octobre 1919 doivent être utilisés.

Les mêmes signaux seront employés dans les mêmes circonstances sur les aérodromes à usage privé à moins que les signes de reconnaissance n'aient déjà été rendus invisibles pour le pilote d'un aéronef en vol.

ART. 5. — Le présent arrêté ne s'applique pas aux aérodromes constitués par des plans d'eaux.

ART. 6. — Les gouverneurs généraux, gouverneurs, et commissaire délégué sont chargés de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au journal officiel de la colonie.

Fait à Paris, le 14 août 1936.

Le ministre de l'Air,
Pierre COT.

Le ministre des colonies,
Marius MOUTET.

Gouverneur des colonies

Par décret en date du 9 août 1936 rendu sur la proposition du ministre des colonies, M. GEISMAR-Léon, administrateur en chef des colonies, administrateur supérieur du Togo a été nommé gouverneur de 3^e classe des colonies pour compter du 13 septembre 1936.

Administrateur supérieur

Par arrêté du ministre des colonies en date du 31 août 1936 M. MARTINET (Henri Etienne), administrateur en chef des colonies a été nommé administrateur supérieur du Togo pour compter du 13 septembre 1936.

Nomination des greffiers

Par décret en date du 19 août 1936 :

M.M. PATRAULT, greffier en chef du tribunal de 3^e classe de Lomé a été nommé au tribunal de Bamako.

BENETEL, greffier en chef de la justice de paix à compétence étendue de Bobo-Dioulasso a été nommé au tribunal de Lomé.

DURAND SAINT-OMER Henri, commis greffier principal a été nommé greffier en chef de la justice de paix à compétence étendue de Bobo-Dioulasso.

ACTES DU POUVOIR LOCAL

Mutuelles scolaires

ARRETE No 339 réglementant l'organisation mutuelles scolaires dans les écoles du Togo.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 23 novembre 1934 portant réduction des dépenses administratives du Togo;

Vu l'arrêté du 17 mai 1935 fixant les attributions de l'administrateur supérieur du Togo;

Vu les différents actes créant des mutuelles scolaires du Togo;

Sur la proposition du chef du service de l'enseignement;
Après avis de l'administrateur supérieur;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les élèves de toute école possédant une exploitation agricole ou artisanale constituent une société de mutualité scolaire.

ART. 2. — Les mutuelles scolaires sont créés par décision du Commissaire de la République sur proposition du chef du service de l'enseignement; elles fonctionnent conformément aux règles fixées par les statuts-types annexés au présent arrêté.

ART. 3. — Sont et demeurent abrogées toutes dispositions contraires au présent arrêté.

Les mutuelles existantes devront faire l'objet d'une nouvelle décision.

ART. 4. — L'administrateur supérieur, le chef du service de l'enseignement et les administrateurs commandant les cercles intéressés sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Porto-Novo, le 12 septembre 1936.

BOURGINE.

TERRITOIRE DU TOGO

STATUTS-TYPE

Cercle de _____

Subdivision de _____

Secteur scolaire de _____

Mutuelle scolaire de l'école _____

de _____

(nom de la société)

STATUTS

I. — CONSTITUTION — BUT

ARTICLE PREMIER. — Une société de mutualité est créée à l'école de cercle de dans les conditions fixées par l'arrêté local n° du 1936 et qui prend le nom de

ART. 2. — Elle a pour but :

1° — De développer chez les élèves l'esprit de solidarité et d'entraide, de stimuler leur activité, de leur donner de saines habitudes d'ordre et le sens de l'épargne, de les préparer à la société de prévoyance;

2° — De vulgariser les meilleurs produits et méthodes en ce qui concerne les cultures locales, maraîchères, fruitières, le petit élevage et d'aider à la rénovation de l'artisanat;

3° — De gérer, au mieux des intérêts de l'école et des élèves, les ressources provenant des exploitations scolaires, agricoles ou artisanales;

4° — D'aider au développement des œuvres post-scolaires et d'outiller, selon ses possibilités, les élèves les plus méritants à leur sortie de l'école.

II. — FONCTIONNEMENT, RECETTES ET DÉPENSES

ART. 3. — Tous les élèves, quel que soient leur âge, temps de scolarité, sont de droit membres de la mutuelle.

ART. 4. — La mutuelle fonctionne sous la direction du directeur de l'école, sous la surveillance du chef de secteur scolaire et sous le contrôle du commandant de cercle, suivant des directives fournies par le chef du service de l'enseignement.

ART. 5. — La mutuelle tire principalement ses ressources :

1° — Des produits des exploitations agricoles ou artisanales de l'école qui sont, soit vendus, soit emmagasinés en vue de leur consommation ou de leur utilisation par les élèves;

2° — Des subventions, primes et récompenses accordées par l'administration ou les sociétés de prévoyance;

3° — Des dons provenant des particuliers ou des collectivités acceptés après approbation du commandant de cercle.

ART. 6. — Les recettes de la mutuelle sont affectées :

1° — Pour les élèves :

A l'amélioration de la nourriture, du couchage, de l'hygiène si l'école comporte un internat ou un village scolaire;

A l'achat des vêtements, récompenses ;

A l'achat d'outillage pour les élèves sortants;

A la constitution d'une bibliothèque scolaire et à l'achat d'appareils de projections fixes ou mobiles, films ou vues, et d'instruments de musique, etc.

A l'organisation de fêtes scolaires etc.

2° — Pour l'école :

A l'achat de semences, matériel, animaux pour l'exploitation agricole, d'outillage et de matières premières pour l'artisanat;

A l'achat de matériel d'éducation physique etc.

3° — La mutuelle peut apporter son aide aux œuvres post-scolaires sous forme de dons, subventions, primes pour démarrage, etc.

III. — COMPTABILITÉ, CAISSE

ART. 7. — La comptabilité est tenue par un instituteur (1) en service à l'école, gérant de la mutuelle,

(1) Le directeur de l'école, si l'école ne comporte qu'une classe.

assisté d'une commission de trois élèves de la première classe désignés, pour l'année, par leurs camarades.

Elle comprend :

1° — Un registre d'inventaire;

2° — Un registre de comptabilité-espèces portant indication des recettes et dépenses journalières, balance de fin de mois et toutes pièces justificatives;

3° — Un registre de comptabilité-matières avec entrées, sorties existant;

4° — Un journal de la mutuelle relatant au jour le jour les faits intéressant la mutuelle et permettant de suivre son développement.

Ces registres, cotés et paraphés par l'administrateur commandant le cercle, lui seront présentés à toute réquisition; ils seront visés chaque mois par le chef de secteur scolaire et chaque trimestre par le commandant de cercle.

Terminés, ils seront déposés aux archives de l'école.

ART. 8. — La caisse de la mutuelle est tenue par le directeur de l'école qui, seul, a droit de délivrer les reçus, acquis ou décharges et de percevoir les mandats qui pourraient être émis au profit de la mutuelle scolaire.

Le maximum de l'encaisse est fixé à (1).

Le surplus sera déposé à la caisse d'épargne sur un livret établi au nom de la mutuelle.

Un fonds de réserve destiné à parer aux dépenses imprévues est constitué par prélèvements annuels de 10% sur les recettes et déposé à la caisse d'épargne.

Le maximum du fonds de réserve est fixé à (2).

En dehors du fonds de réserve les revenus de la mutuelle seront utilisés chaque année en totalité.

Les prélèvements sur le fonds de réserve sont soumis à l'autorisation du commandant de cercle après avis du chef de secteur scolaire.

IV. — COMITÉ DE CONTRÔLE ET DE PERFECTIONNEMENT DE LA MUTUALITÉ

ART. 9. — Il est constitué un comité de contrôle et de perfectionnement de la mutuelle composé comme suit.

L'administrateur commandant le cercle *Président.*

Le chef de secteur scolaire,

Un notable indigène désigné par le commandant de cercle,

Un membre de la société de prévoyance du cercle désigné par le président de la société, *Membres*

Le directeur de l'école,

Le cas échéant, l'instituteur gérant de la mutuelle.

ART. 10. — Le comité de contrôle et de perfectionnement de la mutuelle se réunit sur convocation de son président, une fois par an, en session ordinaire au cours du dernier mois de l'année scolaire et chaque fois qu'il est nécessaire.

Le directeur de l'école remplit les fonctions de secrétaire.

Le comité de contrôle et de perfectionnement de la mutuelle examine les opérations effectuées et vérifie les comptes de l'année écoulée.

Il propose toutes améliorations susceptibles d'être réalisées et donne son avis sur le programme des travaux à effectuer l'année suivante.

(1) En lettres, maximum autorisé : 300 francs pour les écoles à 1 et 2 classes; 500 francs pour les écoles de plus de 2 classes;

(2) En lettres, maximum autorisé : 1.000 francs.

Il émet des vœux sur la collaboration de la société de prévoyance et de la mutuelle au cours de l'année suivante.

Le procès-verbal de la séance est joint au compte rendu annuel.

V. — DISPOSITIONS DIVERSES

ART. 11. — Les fonctions exercées à la mutuelle sont gratuites.

ART. 12. — Chaque changement de directeur donne lieu à remise des services de la mutuelle. Un procès-verbal est établi ainsi qu'un rapport succinct sur la situation de la société, visés par le chef de secteur et adressés au commandant de cercle.

ART. 13. — A la fin de chaque année scolaire un compte rendu sur le fonctionnement de la mutuelle, visé par le chef de secteur et le commandant de cercle, est adressé au Commissaire de la République.

ART. 14. — En cas de dissolution de la société par fermeture de l'école, les fonds disponibles, le matériel, les produits en magasin etc. seront répartis entre les autres mutuelles du cercle, suivant décision du commandant de cercle après avis du chef de secteur.

le 193

Le directeur de l'école,

le 193

Le chef de secteur,

le 193

Le commandant de cercle,

le 193

L'administrateur supérieur,

Porto-Novo, le 193

Le chef du service de l'enseignement,

Porto-Novo, le 12 septembre 1936.

Le Commissaire de la République,

A présenter en 3 exemplaires avec la demande de création :

1 exemplaire original à retourner à l'école après signature du Commissaire de la République;

1 exemplaire à déposer aux archives du cercle;

1 exemplaire destiné au trésor (en cas d'opération : produire en soutien du premier paiement à faire au profit de la mutuelle une expédition timbrée des statuts approuvés par le chef du Territoire.

Les mandats sont établis au nom du directeur de l'école sur production d'une copie de la décision ayant nommé le fonctionnaire au poste duquel dépend la mutuelle).

Sociétés de mutualité scolaires

ARRETE N° 340 portant création de Sociétés de mutualité scolaire.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 23 novembre 1934 portant réduction des dépenses administratives du Togo;

Vu l'arrêté du 12 septembre 1936 réglementant l'organisation des mutuelles scolaires dans les écoles du territoire du Togo, notamment en son article 3;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Dans les conditions prévues à l'article 3 de l'arrêté susvisé du 12 septembre 1936 il est créé une Société de mutualité scolaire auprès de chacune des écoles ci-dessous énumérées :

Cercle du sud :

- Ecole régionale de Lomé;
- Ecole de village de Mission Tové;
- Ecole de village d'Abobo;
- Ecole rurale de Gamé;
- Ecole régionale d'Anécho;
- Ecole de village d'Achepé;
- Ecole de village d'Aklakou;
- Ecole de village d'Amégnaran;
- Ecole de village de Zowla.

Cercle du centre :

- Ecole régionale d'Atakpamé;
- Ecole de village de Kpéssi;
- Ecole de village d'Amlamé;
- Ecole de village d'Okou;
- Ecole de village de Nuatja;
- Ecole de village de Yégué;
- Ecole régionale de Palimé;
- Ecole de village de Goudevé;
- Ecole de village de Daye-Kakpa;
- Ecole de village de Daye-Apéyemé;
- Ecole de village de Kouma;
- Ecole de village de Kpadafé;
- Ecole de village d'Agou.

Cercle du nord :

- Ecole régionale de Sokodé ;
- Ecole de village de Bafilo;
- Ecole de village de Parataou;
- Ecole de village de Lama-Kara;
- Ecole de village de Bassari;
- Ecole de village de Kabou;
- Ecole régionale de Mango;
- Ecole de village de Dapango;
- Ecole de village de Laré;
- Ecole de village de Kandé;
- Ecole de village de Guérin-Kouka;
- Ecole de village de Kouméa;
- Ecole de village de Tchamba.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Porto-Novo, le 13 septembre 1936.

BOURGINE.

Inspection des produits

ARRETE N° 343 modifiant l'arrêté n° 520 bis, du 26 septembre 1934, portant codification de l'inspection des produits.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 21 avril 1933 réorganisant la justice indigène au Togo et les actes modificatifs subséquents;

Vu les arrêtés n° 520 bis du 26 septembre 1934, et n° 55 du 27 janvier 1935, portant codification de l'inspection des produits;

La chambre de commerce du Togo consultée;
Les conseils de notables des cercles du sud et du centre entendus;

Le conseil d'administration entendu;